

**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC**

**11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0A1 / Noyau 0A1
Gatineau, Québec K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776**

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Title - Sujet NMSO - HAND TOOLS	
Solicitation No. - N° de l'invitation E60HP-14TOOL/B	Date 2014-03-14
Client Reference No. - N° de référence du client E60HP-14TOOL	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$HP-921-64858	
File No. - N° de dossier hp921.E60HP-14TOOL	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2014-04-24	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Falardeau, Guy	Buyer Id - Id de l'acheteur hp921
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-0591 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 953-2953
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Specified Herein Précisé dans les présentes	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

**Vehicles & Industrial Products Division
11 Laurier St./11, rue Laurier
7A2, Place du Portage, Phase III
Gatineau, Québec K1A 0S5**

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie) Signature Date	

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction
2. Sommaire
3. Compte rendu
4. Termes clés

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS INITIATEUR

1. Instructions, clauses et conditions
2. Présentation des offres
3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes
4. Lois applicables
5. Produits verts et pratiques de gestion du matériel de l'environnement
6. Marchés réservés en vertu de la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION OFFRE

1. Instructions pour la préparation Offre
2. Clauses des CCUA
3. Paiement par carte de crédit

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION, BASE DE SÉLECTION ET ATTESTATIONS

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Attestations obligatoires préalables à l'émission d'une offre à commandes
2. Attestations additionnelles préalables à l'émission d'une offre à commandes et attestations exigées avec l'offre
3. Attestation du statut d'entreprise autochtone

PARTIE 6 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT

A. OFFRE À COMMANDES

1. Offre
2. Exigences relatives à la sécurité
3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée de l'Offre à commande
5. Mises à jour des prix de détail suggéré par le fabricant (PDSF)
6. Responsables
7. Les utilisateurs désignés
8. Procédures pour les commandes subséquentes
9. Commande subséquente à une offre à commandes
10. Limitation des commandes individuelles
11. Ordre de priorité des documents
12. Attestations
13. Lois applicables

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Énoncé des besoins
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Durée du contrat
4. Paiement
5. Instructions pour la facturation
6. Assurance
7. Clauses du guide des CCUA
8. Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Manquement de la part de l'entrepreneur

Liste des annexes:

- L'annexe "A" Pourcentage de rabais ferme
- L'annexe "B" Rapports obligatoires usage trimestriel
- L'annexe "C" Attributs de l'environnement
- L'annexe "D" Lettre d'autorisation fabricants
- L'annexe "F" CCSP Formulaire de certification

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) est divisé en six parties:

Partie 1: Informations générales: fournit une description générale du besoin;

Partie 2: instructions a l'offrant: renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC et précise que l'offrant accepte d'être lié par les clauses et conditions énoncées dans toutes les parties de la DOC;

Partie 3: Instructions pour la préparation de l'offre: donne aux offrants les instructions sur la façon de préparer une offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés;

Partie 4: Procédures d'évaluation et méthode de sélection: indique comment l'évaluation sera effectuée, les critères d'évaluation qui doivent être abordés dans l'offre, l'exigence de sécurité, le cas échéant, et la base de la sélection;

Partie 5: Certification: comprend les attestations à fournir;

Partie 6: 6A, Offre à commandes, et 6B, Clauses du contrat subséquent:

6A, comprend l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;

6B, contient les clauses et conditions applicables à tout contrat résultant d'un appel, constitué en vertu de l'offre à commandes.

Les annexes comprennent la liste Pourcentage de rabais ferme, le Rapports obligatoires usage trimestriel, l'Attributs de l'environnement, la Lettre d'autorisation fabricants et le CCSP Formulaire de certification.

2. Sommaire

2.1 Obligation

Pour établir les offres à commandes principales et nationales (OCPN) pour la fourniture d'outils à main, y compris ceux des classes de stock fédéral 5110, 5120, 5130, 5133, 5136 et 5140, au besoin, tel que décrit dans l'annexe "A" Pourcentage de rabais ferme.

Il est prévu que plus d'une OCPN sera publié pour chaque fabricant figurant à l'annexe "A" Pourcentage de rabais ferme, pour toutes les classes d'outils a main
Les utilisateurs sont priés de sélectionnez le fabricant satisfaisant à l'exigence et de contacter le titulaire de l'offre à commandes pour ce fabricant.

Les utilisateurs désignés autorisés à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes comprennent les ministères du gouvernement, organismes ou sociétés d'État mentionnés dans les annexes I, I.1, II, III, IV et V de la gestion des finances publiques, LRC 1985, c. F-11.

La période pour faire des commandes subséquentes à l'offre à commandes est du 01 Mai 2014 au 30 Avril 2015, plus une (1) année optionnelle.

Les livraisons seront nécessaires partout au Canada, a l'exclusion de toute les revendications territoriales des zones.

Ce besoin est assujetti aux dispositions de l'Accord Organisation mondiale du commerce sur les marchés publics (OMC-AMP), l'Accord nord-américain de libre-échange (ALENA), et l'Accord sur le commerce intérieur (ACI), et l'Accord sur le libre échange (ALE) avec le Pérou / Colombie / Panama.

3. Compte rendu

Après l'émission d'une offre à commandes, les offrants peuvent demander un compte rendu sur le processus des résultats de la demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes, dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats de la demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être faite par écrit, par téléphone ou en personne.

4. Termes clés

Prix de Détail Suggéré par le Fabricant (PDSF)

Dans le cadre de la présente offre à commandes (OC), les prix de détail suggérés par le fabricant (PDSF) désignent toute liste de prix commune fournie par les fabricants nommés à l'annexe A, Pourcentage de rabais ferme, qu'elle soit publiée ou non. Il s'agit du prix offert par le fabricant pour vendre de petites quantités directement au client. Pour la présente OC, tous les offrants doivent fournir les PDSF indiqués par le fabricant.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des *Clauses et conditions uniformisées d'achat* (<http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

2006 (2014-03-01) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2006 (2014-03-01), Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : soixante (60) jours

Insérer : quatre vingt dix (90) jours

1.1 Clauses des CCUA

M1004T	Condition of Material	2011-05-16
--------	-----------------------	------------

2. Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) Unité de réception, par la date, heure et lieu indiqués à la page 1 de l'Appel d'offres à commandes.

3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins sept (7) jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements

techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les offrants.

4. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur en Ontario.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

5. Produits verts et pratiques de gestion du matériel de l'environnement

Le Canada s'est engagé au verdissement de sa chaîne d'approvisionnement. En Avril 2006, le Canada a émis une politique pour diriger les ministères et organismes fédéraux à prendre les mesures nécessaires pour acquérir des produits et des services qui ont un impact moindre sur l'environnement que celles qui sont traditionnellement acquises.

Des biens et services écologiquement préférables sont ceux qui ont un impact moindre sur l'environnement au cours du cycle de vie des biens ou services, en comparaison avec des biens ou des services concurrents servant aux mêmes fins. Facteurs de performance environnementale comprennent, entre autres, la réduction des émissions de gaz à effet de serre et des contaminants atmosphériques, l'énergie et une efficacité accrues de l'eau, la réduction des déchets et le soutien réutilisation et le recyclage, l'utilisation des ressources renouvelables, réduction des déchets dangereux et de réduire les substances toxiques et dangereux.

Si les offrants offrent des produits écologiques dans leur catalogue, ces produits doivent être facilement identifiables par un logo.

6. Marchés réservés en vertu de la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones

6.1 Ce marché est réservé aux entreprises autochtones en vertu d'une initiative du gouvernement fédéral sur la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones, décrite à l'Annexe 9.4 Exigences relatives au

Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones, du Guide des approvisionnements.

- 6.1.1 Les offrants doivent remplir et signer le document intitulé "Exigences de certification pour le programme de marchés réservés aux entreprises autochtones" joint en annexe" E ".
- 6.1.2 En signant l'attestation, les offrants atteste qu'il s'agit d'une entreprises autochtones tels que définis dans le programme Marchés réservés en vertu de la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

1. Instructions pour la préparation des offres

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

- Section I : offre technique (1 exemplaires papier)
- Section II: offre financière (1 exemplaire papier)
- Section III : attestations (1 exemplaires papier)
- Section IV: produits verts et pratiques de gestion du matériel de l'environnement (1 exemplaire papier)

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/policy-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, on encourage les offrants à:

- 1) utiliser du papier 8.5 x 11 pouce (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et/ou contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I: offre technique

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

La lettre modèle l'autorisation du fabricant, figurent à l'annexe "D" ne doit pas être modifié et doit être rempli dans sa totalité

Section II: Offre financière

Les offrants doivent présenter leurs offres financière en conformité avec l'annexe "B"-
Pourcentage de rabais ferme

2. Clauses des CCUA

2.1 Fluctuation du taux de change

Le besoin ne prévoit aucune protection relative à la fluctuation du taux de change. Aucune demande de protection contre la fluctuation du taux de change ne sera prise en considération. Toute soumission incluant une disposition en ce sens sera déclarée non recevable.

3. Paiement par carte de crédit

Le Canada demande que les offrants complètent l'une des suivantes :

- a) () les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) seront acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées :

VISA _____ Oui _____ Non _____

Master Card _____ Oui _____ Non _____

- b) () les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) ne seront pas acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

L'offrant n'est pas obligé d'accepter les paiements par carte de crédit.

L'acceptation du paiement par carte de crédit des commandes ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

Section III: Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5

Solicitation No. - N° de l'invitation

E60HP-14TOOL/B

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

hp921

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

E60HP-14TOOL

hp921E60HP-14TOOL

Section IV: Produits verts et pratiques de gestion du matériel de l'environnement

Les offrants devraient remplir et joindre à leur offre, ce qui suit:

L'annexe "C" Attributs de l'environnement

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande d'offres à commandes (DOC), y compris les critères d'évaluation techniques et financiers.

Une équipe formée de représentants du Canada évaluera les offres.

1.1 Évaluation technique

1.1.1 Critères techniques obligatoires

1.1.1.1 Les offrants doivent remplir et soumettre avec leur offre, l'annexe "A" Pourcentage de rabais ferme.

1.1.1.2 Les offrants doivent remplir et soumettre avec leur offre, la lettre d'autorisation fabricants conformément à l'annexe «D», qui inclut le nom et les coordonnées actuelles de la personne-ressource du fabricant, pour chaque fabricant sélectionné dans l'annexe "A" Pourcentage de rabais ferme. Les copies par télécopieur ne seront pas acceptées.

Il est de la responsabilité des offrants d'obtenir la coopération du fabricant, à accepter, et sélectionner une seul (1) personne-ressource du fabricant pour représenter les produits du fabricant pour cette OCPN. La personne-ressource du fabricant doit être le représentant autorisé détenant plus haut rang disponible.

Le Canada se réserve le droit de vérifier l'exactitude des coordonnées fournies pour la personne-ressource du fabricant, à tout moment pendant la période de l'offre à commandes.

1.1.1.3 Les offrants doivent présenter avec leur soumission la liste commune du prix de détail suggéré par les fabricants (PDSF) la plus récente en vigueur à la date de clôture de l'invitation à soumissionner et en dollars canadiens seulement.

1.2 Évaluation financière

1.2.1 Le but de l'évaluation financière est de déterminer le pourcentage de réduction globale, fondée sur les renseignements fournis à l'annexe A- Pourcentage de rabais ferme.

1.2.2 Les offrans doivent remplir et soumettre avec leur offre l'annexe "A" Pourcentage de rabais ferme.

Seuls les pourcentages de rabais pour les fabricants qui ont été validées en fournissant au responsable de l'offre à commande, une lettre d'autorisation du fabricants, légitimement signé par la personne-ressource du fabricant, seront considérée.

1.2.3 Calcul du pourcentage de réduction globale.

Les offres seront évaluées sur une base de pourcentage de réduction globale pour chaque fabricant, comme suit:

a) Le pourcentage de réduction indiqué pour chaque année, pour chaque fabricant, seront additionnés et divisés par 2, et

b) Le résultat sera le pourcentage de réduction globale offert pour chaque fabricant.

2. Méthode de sélection

2.1 Pour être jugée recevable, une offre doit répondre à toutes les exigences obligatoires. Défaut de se conformer aux critères obligatoires rendra votre proposition non recevable.

2.2 L'offrant ayant le pourcentage de réduction globale offert pour chaque fabricant, au sein de chaque classe, sera émis un offre à commandes.

2.3 Dans le cas de pourcentage de réduction globale identiques offerts pour le même fabricant, ce qui suit s'applique;

a) L'offrant avec le plus grand pourcentage de réduction offert pour l'année ferme, pour un fabricant, sera choisi; si toujours identique;

b) L'offrant avec la plus grand pourcentage de réduction offert pour l'année d'option, sera choisie pour ce fabricant, si toujours identique;

Solicitation No. - N° de l'invitation

E60HP-14TOOL/B

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

hp921

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

E60HP-14TOOL

hp921E60HP-14TOOL

c) une offre à commandes sera attribué aux deux offrants pour ce fabricant.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Les offrans doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrans remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut à remplir l'une de ses obligations prévues dans le cadre de tous contrats subséquents, s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du Contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre peut être déclarée non recevable ou pourrait entraîner la mise de côté de l'offre à commandes ou constituer un manquement aux termes du contrat.

1. Attestations obligatoires préalables à l'émission d'une offre à commandes

1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - renseignements connexes

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant et ses affiliés respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité - offre, des instructions uniformisées 2006. Les renseignements connexes, tel que requis aux dispositions relatives à l'intégrité, assisteront le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

1.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation D'offre

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » (http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) - Travail.

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

2. Attestations additionnelles préalables à l'émission d'une offre à commandes et attestations exigées avec l'offre

Les offrants doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur offre.

2.1 Une (1) copie courante du certificat d'enregistrement **ISO 9000** série de la qualité.

3. Attestation du statut d'entreprise autochtone

- 3.1 L'entrepreneur déclare que l'attestation de conformité qu'il a fourni est exacte, complète et conforme aux " Exigences relatives au Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones " décrite à l'Annexe 9.4 du Guide des approvisionnements.
- 3.2 L'entrepreneur doit conserver des dossiers et documents appropriés sur l'exactitude de l'attestation fournie au Canada. L'entrepreneur doit obtenir l'autorisation préalable écrite de l'autorité contractante, avant de disposer des dossiers ou des documents pour une période de six (6) ans commençant à la dernière des dates suivantes : la date du paiement final en vertu du contrat ou la date du règlement de toute plainte ou de tout litige en suspens. Au cours de cette période, tous les dossiers et documents devront être en tout temps accessibles pour vérification par les représentants du Canada, qui pourront en tirer des copies ou des extraits. L'entrepreneur fournira toutes les installations raisonnablement nécessaires à ces vérifications.
- 3.3 La présente clause ne peut être interprétée de façon à limiter les droits et recours que le Canada pourra par ailleurs avoir en vertu du contrat.

4. Le soumissionnaire

(i) atteste qu'il respecte et continuera de respecter durant toute la durée de tout contrat subséquent les exigences décrites à l'annexe ci-haut mentionnée;

(ii) convient que tout sous-traitant engagé par lui aux fins de tout contrat subséquent doit respecter les exigences décrites à l'annexe ci-haut mentionnée; et

iii) convient de fournir immédiatement au Canada, sur demande, toute preuve attestant de la conformité de quelque sous-traitant que ce soit avec les exigences décrites à l'annexe ci-haut mentionnée.

4.1. Le soumissionnaire doit cocher la case applicable suivante :

(i) ☐ Le soumissionnaire est une entreprise autochtone à propriétaire unique, une bande, une société à responsabilité limitée, une coopérative, une société de personnes ou un organisme sans but lucratif.

OU

(ii) ☐ Le soumissionnaire est une coentreprise comprenant deux ou plus de deux entreprises autochtones ou une coentreprise entre une entreprise autochtone et une entreprise non autochtone.

4.2. Le soumissionnaire doit cocher la case applicable suivante :

(i) ☐ L'entreprise autochtone compte moins de six employés à temps plein.

OU

(ii) ☐ L'entreprise autochtone compte six employés ou plus à temps plein.

5. À la demande du Canada, le soumissionnaire doit présenter tout renseignement et toute preuve justifiant la présente attestation. Le soumissionnaire doit veiller à ce que cette preuve soit disponible pour examen par un représentant du Canada durant les heures normales de travail, lequel représentant du Canada pourra tirer des copies ou des extraits de cette preuve. L'entrepreneur fournira toutes les installations nécessaires à ces vérifications.

6. En déposant une soumission, le soumissionnaire atteste que l'information fournie par le soumissionnaire pour répondre aux exigences plus haut est exacte et complète.

Attestation d'un propriétaire/employé - marchés réservés aux entreprises autochtones

À la demande de l'autorité contractante, le soumissionnaire doit fournir l'attestation suivante pour chaque propriétaire et employé(e) autochtone :

1. Je suis _____ (insérer " propriétaire " et(ou) "employé(e) à temps plein) de _____ (insérer le nom de l'entreprise) et autochtone, au sens de la définition de l'Annexe 9.4 du Guide des approvisionnements intitulée " Exigences relatives au Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones ".

Solicitation No. - N° de l'invitation

E60HP-14TOOL/B

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

hp921

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

E60HP-14TOOL

hp921E60HP-14TOOL

2. Je certifie que l'énoncé précité est vrai et je consens à sa vérification sur demande du Canada.

Nom du propriétaire ou de l'employé(e)

Signature du propriétaire ou de l'employé(e)

Date

PARTIE 6 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

1. Offre

- 1.1 L'offrant offre de répondre au besoin conformément à la présente offre à commandes principale et nationale (OCPN).
- 1.2 La présente OCPN vise la fourniture et la livraison sur demande d'outils à main, y compris les classes 5110, 5120, 5130, 5133, 5136, et 5140 des stocks fédéraux, comme décrit dans l'Annexe A - Pourcentage de rabais ferme à l'échelle nationale à tous les ministères, les organismes et les sociétés d'État du gouvernement fédéral partout au Canada, et ce, au besoin.

2. Exigences relatives à la sécurité

Il n'y a aucune exigence de sécurité applicable à cette offre à commandes

3. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et de contrat subséquent (s) par le numéro, la date et un titre sont reproduites dans le Clauses et Conditions (<http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-eng.jsp>) Manuel publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

3.1 Conditions générales

2005 (2014-03-01) Conditions générales - offres à commandes - biens ou services, s'appliquent et font partie intégrante de la présente offre à commandes.

3.2 Offres à commandes - établissement des rapports

L'offrant doit compiler et tenir des dossiers sur la fourniture de biens, services ou les deux au gouvernement fédéral dans le cadre de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre les achats payés avec les cartes d'achat du gouvernement du Canada.

L'offrant doit fournir ces données en conformité avec les exigences de déclaration détaillée à l'annexe "B" Rapports obligatoires usage trimestrielle. Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée. Si aucun des biens ou des services sont fournis pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport «NÉANT».

Les données doivent être soumises sur une base trimestrielle au responsable de l'offre à commande

Les périodes de rapports trimestriels sont définis comme suit:

- 1er trimestre: du 1er mai au 31 juillet;
- 2e trimestre: du 1er août au 31 octobre;
- 3ème trimestre: 1er novembre au 31 janvier;
- 4ème trimestre: 1er février au 30 avril.

Les données doivent être soumis au responsable de l'offre à commande au plus tard 15 jours calendaires après la fin de la période considérée. Le responsable de l'offre à commande publiera seulement un (1) rappelle à tous les détenteurs de l'offre à commandes, le premier mois suivant l'attribution d'une offre à commandes. Le fait de ne pas fournir les rapports trimestriels dûment remplis dans les délais prescrits pourrait entraîner la mise de côté de l'offre à commandes et l'application d'une mesure corrective du rendement de l'offrant.

4. Durée de l'offre à commandes

4.1 Période de l'offre à commandes

La période pour passer les commandes subséquentes à l'offre à commandes sera du 1er mai, 2014 au 30 avril, 2015.

4.2 Prolongation de l'offre à commandes

Si l'offre à commandes est autorisée pour une utilisation au-delà de la période initiale, l'offrant propose d'étendre son offre pour une période de douze (12) mois dans les mêmes conditions et aux taux de rabais spécifiés à l'annexe "A" Pourcentage de rabais ferme

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour la période d'option par le responsable de l'offre à commandes trente (30) jours avant la date d'expiration de l'offre à commandes. Une révision de l'offre à commandes sera délivré par le responsable de l'offre à commandes.

5. Mises à jour au prix de détail suggéré par le fabricant (PDSF)

Les listes de PDSF ne pourront être mises à jour que sur une base bi-annuelle. Ces mises à jour devront être approuvées par le responsable de l'OC avant de pouvoir entrer

en vigueur. Les listes de prix mises à jour ne peuvent être soumises que selon le calendrier suivant:

1ère présentation: 1 octobre

Pour l'année optionnelle (si elle est exercée);

1ère présentation: 1 avril

2ème présentation: 1er Octobre

Les titulaires d'offre à commandes qui utilisent les mises à jours des listes de prix qui ne sont pas approuvée par le responsable de l'offre à commandes, verront le Canada mettre de côté leurs offres à commandes.

La mise en œuvre de la nouvelle PDSF approuvée sera mise en évidence, à des fins administratif seulement, par une révision de l'offre à commandes

6. Responsables

6.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commande est:

Nom: Guy Falardeau

Titre: Spécialiste en approvisionnement

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Direction générale des approvisionnements

Direction TPLEP

7A2, Place du Portage, Phase 3, 11 rue Laurier, Gatineau, Quebec, K1A 0S5

Téléphone : (819) 956-0591

Télécopieur : (819) 953-2953

Courriel: guy.falardeau@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

6.2 Représentant de l'offrant

Nom et numéro de téléphone de la personne avec qui communiquer :

Renseignements généraux :

Nom : _____ (doit etre rempli par l'offant)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur : _____

Courriel : _____

Suivi de la livraison :

Nom : _____

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur : _____

Courriel : _____

6.3 Personne-ressource du fabricant

L'offrant a identifié avec leur offre à l'annexe "E" - Lettre d'autorisation fabricants le nom et les coordonnées actuelles pour chaque personne de contact des fabricant. La personne de contact du fabricant doit être le plus haut gradé représentant autorisé disponible

Le Canada se réserve le droit de vérifier l'exactitude de l'information de contact prévu à la personne-ressource du fabricant.

7. Utilisateurs désignés

Les utilisateurs désignés autorisés à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes comprennent les ministères fédéraux, organismes ou sociétés d'État mentionnés dans les annexes I, I.1, II, III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, L.R., 1985, ch. F-11.

8. Procédures pour les commandes subséquentes

Les offres à commandes multiples seront autorisées. Quand un besoin est identifié, les utilisateurs désignés émettront une commande subséquent à l'offre à commandes offrant les outils à main qui répondent à leurs exigences.

9. Commande subséquente à une offre à commandes

Les travaux seront autorisés ou confirmés par l'utilisateur désigné (s) en utilisant le formulaire PWGSC - TPSGC 942, Commande subséquente à une offre à commandes.

10. Limitation des commandes individuelles

Les commandes subséquentes de l'offre à commandes ne doit pas dépasser \$ 50,000.00 (TPS / TVH incluse).

10.1 Commande minimum

Les commandes subséquentes de l'offre à commandes doivent avoir une valeur minimum de 50,00 \$ (TPS / TVH incluse) applicable à la valeur totale de la commande subséquente.

11. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- (a) l'appel à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- (b) l'offre à commandes;
- (c) les conditions générales 2005 (2014-03-01) - offres à commandes - biens ou services
- (d) les conditions générales 2010A (2014-03-01) biens (complexité moyenne);
- (e) l'annexe "A" Pourcentage de rabais ferme
- (f) l'annexe "B" Rapports obligatoires usage trimestrielle
- (g) l'annexe "C" Lettres d'autorisation fabricants
- (h) l'annexe "D" Attributs de l'environnement
- (i) l'annexe "E" CCSP Formulaire de certification
- (j) l'offre en date du: _____

12. Attestations

12.1 Conformité

Le respect des attestations fournies par l'offrant est une condition de l'autorisation de l'offre à commandes et sous réserve de vérification par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en poursuivre au-delà de la période de l'offre à commandes. Dans le cas où l'initiateur ne se conforme pas à une certification ou qu'il est établi que des attestations fournies par l'initiateur dans

son offre sont de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada a le droit de résilier tout contrat subséquent pour défaut et mettre de côté l'offre à commandes.

12.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Mise de côté

Lorsqu'un Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec Emploi et Développement social Canada (EDSC) - Travail, l'offrant reconnaît et s'engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée de l'offre à commandes. Si l'Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'offrant sera ajouté à la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF. L'imposition d'une telle sanction par EDSC peut entraîner la mise de côté de l'offre à commandes.

13. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doit être interprétée et régie par les lois en vigueur en Ontario.

PARTE 6B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

1. Énoncé des Besoin

L'entrepreneur doit fournir les articles décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

2. Clauses et conditions uniformisées

2.1 Conditions générales

2010A (2014-03-01) Conditions générales - biens (complexité moyenne).

3. Durée du contrat

3.1 Date de livraison

La livraison doit être complétée conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

3.2 Instructions d'expédition - DDP Destination

Les biens doivent être expédiés et livrés au point de destination précisé dans la commande subséquente à l'offre à commandes

Selon les Incoterms 2000 rendu droits acquittés (DDP) à la destination spécifiée dans la commande subséquente à l'offre à commandes pour les expéditions en provenance d'un entrepreneur commercial.

4. Paiement

4.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un prix ferme, défalqué des rabais fermes en pourcentage (Annexe A, Pourcentage de rabais ferme) sur les PDSF soumis avec l'offre, ou comme approuvé par le responsable de l'OC, en dollars canadiens, DDP rendu droits acquittés partout au Canada, selon les Incoterms 2000, droits de

douane et taxes d'accise (compris) et taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisée en sus, le cas échéant.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception ou toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ce changement ou ces interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par le responsable de l'OC avant d'être intégrés aux travaux. .

4.2 Clauses du guide des CCUA

Références de CCUA	Section	Date
C2000C	Taxes - entrepreneur établi à l'étranger	2007-11-30
H1001C	Paiements multiples	2007-11-30

4.3 Paiement par carte de crédit

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées : _____ et _____.

5. Instructions pour la facturation

L'entrepreneur doit présenter ses factures conformément aux renseignements prévus à l'article 10 du 2010A (2014-03-01), Conditions générales - biens ou services (complexité moyenne).

1. Les factures doivent être répartis comme suit:

(a) L'original et deux (2) copies au destinataire ou selon les instructions fournies sur chaque commande subséquente à une offre à commandes.

6. Assurances

Clauses du guide des CCUA G1005C	Assurances	2008-05-12
----------------------------------	------------	------------

7. **Clauses du guide des CCUA**

SACC Reference	Section	Date
B7500C	Excédent des marchandises	2006-06-16
D2000C	Marquage	2007-11-30
D2001C	Étiquetage	2007-11-30
D9002C	Ensembles incomplets	2007-11-30

8. **Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Manquement de la part de l'entrepreneur**

Lorsqu'un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec Emploi et Développement social Canada (ESDC)RHDCC - Travail, l'entrepreneur reconnaît et s'engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée du contrat. Si l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF. L'imposition d'une telle sanction par ESDC Ressources humaines et Développement des compétences Canada fera en sorte que l'entrepreneur sera considéré non conforme aux modalités du contrat.

ANNEXE “A”**OUTILS A MAIN****POURCENTAGE DE RABAIS FERME**

1. Les offrans doivent fournir leurs rabais, en pourcentage, en remplissant la présente annexe et insérer un pourcentage de réduction pour les fabricants qu'ils veulent représenter. Les offrans ne sont pas tenus d'offrir un Pourcentage de rabais ferme pour tous les fabricant identifiés dans la présente annexe.

Il est de la responsabilité de tous les soumissionnaires de s'assurer qu'ils fournissent la liste de prix de détail suggéré du fabricant (PDSF) effective à la date de clôture des soumissions. Des copies sur CD de la PDSF seront acceptés.

Tous les offrans doivent fonder leurs pourcentages de rabais à partir de la même liste de prix de détail suggéré du fabricant (PDSF), liste prévue directement par les fabricants, énumérés ci-dessous et effective à la date de clôture des soumissions.

Les pourcentages de rabais offerts par chaque porteur de l'offre à commandes seront irrévocables pendant toute la durée de l'offre à commandes. Les mises à jour des prix de détail suggéré du fabricant (PDSF) ne seront acceptées qu'une fois au cours de la période de l'offre à commandes (octobre 01) et de deux fois pour la période d'option (avril 30 et octobre 01), si elle est exercée, et doit être approuvée par le responsable de l'offre à commandes avant la mise en œuvre.

Les titulaires d'offres à commandes qui utiliseront des listes de prix mises à jour, qui ne sont pas approuvées par le responsable de l'offre à commandes, verront Canada mettre de côté leur offre à commandes.

Un offrant qui ne parvient pas à fournir une liste de prix de détail suggéré du fabricant (PDSF) effective à la date de clôture des soumissions, sera jugée non conforme, retiré du processus et ne sera pas pris en considération pour ce fabricant spécifique.

Classe 5110, Outils à main, tranchant, sans moteur

Inclut;(mais non limité à); Ciseaux; limes; coupes tuyaux; râpes;scies et lames à main; plaques à vis; haches et poignées; hachettes;machettes; couteaux (de coupe, de cloisons, de poche, outil multifonctions, utilitaire), pince coupante, ciseaux, grattoirs, cisailles.

	Période ferme	Période d'option
FABRICANT	01 mai 2014 au 30 avril 2015 Rabais % du fabricant	01 mai 2015 au 30 avril 2016 Rabais % du fabricant
Ames True Temper		
Black & Decker		
Channellock		
Cooper Tools		
Cornwell Tools		
Crescent		
Fuller Tools		
Garant		
Gearwrench/KD Tools		
Gerber Gear		
Gray Tools		
Klein		
MAC Tools		
Matco Tools		
Nicholson		
Ridgid		
Snap-On Tools		
Stanley/Proto		

Classe 5120, Outils à main, non tranchants, sans moteur

Inclut;(mais non limité à); Marteaux (charpentier, machiniste, marteau-pilon); pioche; Poignées (tous les outils à main);pincés (à l'exception des pincés pour couper uniquement); tournevis; ensembles de cintreuse; brosses; poinçons; pincés; étaux; clés hexagonale; allumeurs et les pierres à briquets; cliquet à douilles, douilles (SAE et métrique);clés (SAE et métriques); pelles; râtaux, fourches et sarcloir de construction, vérins, y compris les crics d'entrepreneurs; barres de démolition, pied-de-biche; chalumeaux.

Exclut Outils de mesure; râtaux, fourches, et sarcloir de jardinage ainsi que tout autres outils de jardin.

	Période ferme	Période d'option
FABRICANT	01 mai 2014 au 30 avril 2015 Rabais % du fabricant	01 may 2015 au 30 avril 2016 Rabais % du fabricant
Ames True Temper		
Black & Decker		
Channellock		
Cooper Tools		
Cornwell Tools		
Crescent		
Fuller Tools		
Garant		
Gearwrench/KD Tools		
Gerber Gear		
Gray Tools		
Klein		
MAC Tools		
Matco Tools		
Nicholson		
Ridgid		
Snap-On Tools		
Stanley/Proto		
Wera Tools		

Classe 5130, Outils à main, à moteur

Inclut;(mais non limité à); Perceuses et trousse de forage; meuleuses; marteaux perforateur de démolition; raboteuses portative; impacts électriques; riveteuses; scies et sableuses électriques portatives, outils pneumatiques; roues abrasives, cônes et autres pièces jointes abrasifs pour n'être utilisées qu'avec les outils a main, a moteur.

	Période ferme	Période d'option
FABRICANT	01 mai 2014 au 30 avril 2015 Rabais % du fabricant	01 may 2015 au 30 avril 2016 Rabais % du fabricant
Black & Decker		
Bosch		
Chicago Pneumatic		
DeVilbiss		
Dewalt		
Delta Machinery		
Dremel		
Hitachi		
Ingersol Rand		
Makita		
Matco Tools		
Metabo		
Milwaukee		
Porter Cable		
Skil		
Snap-On Tools		
Stanley/Proto		

Solicitation No. - N° de l'invitation

E60HP-14TOOL/B

Client Ref. No. - N° de réf. du client

E60HP-14TOOL

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

hp921E60HP-14TOOL

Buyer ID - Id de l'acheteur

hp921

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Classe 5133, Tamponnoirs, mèches, forets, fraises à chanfreiner et fraises à lamer

	Période ferme	Période d'option
FABRICANT	01 mai 2014 au 30 avril 2015 Rabais % du fabricant	01 may 2015 au 30 avril 2016 Rabais % du fabricant
Black&Decker	<hr/>	<hr/>
Bosch	<hr/>	<hr/>
Clarkson Osborn	<hr/>	<hr/>
Dormer Tool	<hr/>	<hr/>
Greenfield	<hr/>	<hr/>
Kennametal	<hr/>	<hr/>
LS Starrett	<hr/>	<hr/>
Morse	<hr/>	<hr/>
OSG Taps and Dies	<hr/>	<hr/>
Sandvik	<hr/>	<hr/>
Snap-On Tools	<hr/>	<hr/>
Union Butterfield	<hr/>	<hr/>

Classe 5136, Tarauds, matrices et mandrins

Exclut; les matrices de poinçonnage, estampillage et de marquage.

	Période ferme	Période d'option
FABRICANT	01 mai 2014 au 30 avril 2015 Rabais % du fabricant	01 may 2015 au 30 avril 2016 Rabais % du fabricant
Black & Decker		
Bosch		
Clarkson Osborn		
Dewalt		
Dormer		
Greenfield		
Kennametal		
LS Starrett		
Morse		
OSG Taps and Dies		
Sandvik		
Snap-On Tools		
Union Butterfield		

Solicitation No. - N° de l'invitation

E60HP-14TOOL/B

Client Ref. No. - N° de réf. du client

E60HP-14TOOL

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

hp921E60HP-14TOOL

Buyer ID - Id de l'acheteur

hp921

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Classe 5140, Boîtes et troussees à outils et à quincaillerie

Inclut; Coffres a outils (mobile); sacs a outils; ceinture a outils

	Période ferme	Période d'option
FABRICANT	01 mai 2014 au 30 avril 2015 Rabais % du fabricant	01 may 2015 au 30 avril 2016 Rabais % du fabricant
Dewalt		
Gearwrench		
Gray Tools		
Kenedy (Cornwell)		
Klein		
Kuny's		
MAC Tools		
Matco Tools		
Rousseau Metal		
Snap-On Tools		
SPG International		
Stanley/Proto		
Waterloo		
Westward		

ANNEXE “C”

ATTRIBUTS DE L'ENVIRONNEMENT

1. Dans le cadre de l'engagement du gouvernement fédéral à l'approvisionnement respectueux de l'environnement, TPSGC encourage le secteur privé pour élaborer et mettre en œuvre des initiatives respectueuses de l'environnement dans les processus de fabrication, des produits, des systèmes de gestion des affaires et de l'emballage.
2. Dans le cadre de l'engagement de TPSGC à tenir les clients informés, en particulier dans le domaine des attributs environnementaux des produits disponibles sur le directeur national des offres à commandes, un formulaire de l'annexe D - Attributs de l'environnement, pourrait être publiée sur le réseau électronique du gouvernement de TPSGC (REG).
3. En plus de remplir l'annexe D, les offrants sont encouragés à soumettre des informations et des documents justificatifs concernant leur a déclaré initiatives environnementales, et les détails de l'impact environnemental des produits proposés en termes de gestion globale de l'environnement, par exemple:
 - (1) Fournir les détails de vos politiques et pratiques en matière de procédés de fabrication respectueux de l'environnement.
 - (2) Fournir les détails de vos politiques et pratiques en ce qui concerne l'environnement initiatives d'élimination des déchets
 - (3) Fournir les détails de vos politiques et pratiques en ce qui concerne les initiatives de réduction des déchets
 - (4) Fournir les détails de vos politiques et pratiques en matière d'initiatives d'emballage
 - (5) Fournir les détails de vos politiques et pratiques en matière de stratégies de réutilisation.
 - (6) Fournir les détails de vos politiques et pratiques en matière de recyclage
4. Votre entreprise est encouragé à remplir le tableau 1 - Contenu recyclé des matériaux de base, en identifiant toutes les matières principales applicables aux produits offerts par votre entreprise contre cette offre à commandes et leur contenu respectif recyclé. Les matières énumérées dans le tableau sont un échantillon représentatif seulement.
5. Votre entreprise est encouragé à remplir le tableau 2 - Contenu recyclé des emballages des composants, d'identifier tous les composants applicables à l'emballage requis pour les

produits offerts par votre entreprise contre cette offre à commandes et leur contenu respectif recyclé. Un exemple de tableau complété est fournie pour votre information.

6. Si votre entreprise a une politique environnementale d'entreprise, vous êtes invités à soumettre une copie de cette politique, soit sur papier en-tête d'entreprise, que la documentation d'entreprise ou de fournir votre adresse entreprises site web où ces informations réside. À l'appui de la politique environnementale de votre entreprise, vous devez fournir de la documentation concernant les principes environnementaux mentionnés dans votre contrat et les détails de la politique environnementale et son impact en termes de gestion globale de l'environnement.

7. Si votre entreprise a la certification ISO 14001, vous êtes invités à soumettre une copie de cette certification.

8. Si votre entreprise a mis en place un programme de vérification des déchets solides, a préparé un plan de réduction des déchets et a mis en place un moyen de suivre les progrès vers la réduction des déchets et le détournement de l'élimination de matériaux tels que métaux, plastiques, tissus, bois, fibre de verre, verre, etc , une description de ce programme et / ou une copie de la vérification des déchets les plus récentes sont présentées.

Tableau 1 - Contenu recyclé des matériaux Source

Matière première	Composant	Contenu recyclé par poids de la matière première*

* Basé sur les méthode de la moyenne pour les 12 mois précédents.

Tableau 1 rempli à titre d'exemple

Matière première	Composant	Contenu recyclé par poids de la matière première*
Acier	Composants structurels, non structurels et tout autre type de composant	25%

Tableau 2 - Contenu recyclé des matériaux d'emballage

Nom du composant	Nom du matériel	S'agit-il de matériel recyclé? Dans l'affirmative, quel est le pourcentage?	Peut-on le recycler après l'avoir utilisé?	S'agit-il d'un matériel que l'on recycle actuellement au Canada?

Tableau 2 rempli à titre d'exemple

Nom du composant	Nom du matériel	S'agit-il de matériel recyclé? Dans l'affirmative, quel est le pourcentage?	Peut-on le recycler après l'avoir utilisé?	S'agit-il d'un matériel que l'on recycle actuellement au Canada?
boîte	carton	Oui : 35 %	Oui	Oui
étiquette	plastique/métal	Oui : 20 %	Recyclable à 80 %, comme carburant uniquement	Non
agrafe	acier galvanisé	Oui : 95 %	Oui	Oui : 95 %
matériel d'emballage	polystyrène	Non	Non	Non

DEFINITIONS

Produits recyclables: un produit qui, après son utilisation prévue peut manifestement être détournées du flux des déchets solides pour une utilisation comme matière première dans la fabrication d'un autre produit

Matières recyclées: matériel et sous-produits qui ont été récupérés ou détournés de déchets solides et qui peuvent être utilisés à la place de matières premières ou vierges dans la fabrication d'un produit. Il est dérivé à partir de matières recyclées après consommation, la fabrication des déchets, déchets industriels, déchets agricoles et autres déchets, mais ne comprend pas les matériaux ou sous-produits générés à partir et souvent réutilisés dans un procédé de fabrication original.

Produit recyclé: un produit contenant des matières recyclées.

Matériel recyclé après consommation: seuls les produits générés par une entreprise ou de consommation qui ont servi leur utilisation finale prévue, et qui ont été séparés ou détournés du flux des déchets solides.

Nom de l'entreprise: _____

Nom du produit / Série: _____

ANNEXE "D"**LETTRE D'AUTORISATION DU FABRICANT**

Les lettres d'autorisation;

Le fabricant autorise l'offrant:

Ministère des Travaux publics et de
Services gouvernementaux Canada
Place du Portage Phase III,
11, rue Laurier, 7A2
Gatineau, Québec
K1A 1C9

Date:

Attention: Guy Falardeau

Référence: E60HP-14TOOL/A

Cette lettre certifie que les offrants (Nom de l'entreprise) est un revendeur autorisé des produits du fabricant (Nom du fabricant) et est approuvé à fournir nos outils à main au gouvernement du Canada par le biais de l'offre à commandes E60HP-14TOOL/A.

(Nom du fabricant) garantit qu'il a dirigé ses produits à être organisée identique aux sous-catégories pour tous les offrants autorisés pour les mêmes lignes de produits.

(Nom du fabricant) a convenu d'utiliser "PDSF" comme point de base des prix comme indiqué sur la liste fournie de prix commun PDSF et garantit que tous les soumissionnaires fourniront l'identiques PDSF commun pour leurs gammes de produits.

Personne-ressource du fabricant:

Fabricant:

Personne-ressource:

Titre :

N ° de téléphone:

No de télécopieur:

Adresse e-mail:

Cordialement,

[Signature] _____

Nom du plus haut

Représentant autorisé

Titre,

Nom du Fabricants,

Numéro de téléphone,

Adresse e-mail.

ANNEX "E"**CCSP FORMULAIRE DE CERTIFICATION****AIDE GOUVERNEMENTALE AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES AUTOCHTONES PAR LES MARCHÉS PUBLICS****EXIGENCES RELATIVES AU PROGRAMME DE MARCHÉS RÉSERVÉS AUX ENTREPRISES AUTOCHTONES**

Qui est admissible ?

PREMIÈREMENT : une entreprise autochtone, qui peut être
une bande selon la définition de la Loi sur les Indiens,
une entreprise individuelle,
une société à responsabilité limitée,
une coopérative,
une société de personnes,
une organisation sans but lucratif,
dont la propriété et le contrôle sont au moins à 51 p. 100 aux mains des Autochtones,

OU

DEUXIÈMEMENT : une coentreprise comprenant deux ou plusieurs entreprises autochtones ou une entreprise autochtone et une entreprise non autochtone, pourvu que la ou les entreprises autochtones détiennent au moins 51 p. 100 des intérêts et du contrôle de la coentreprise.

Si l'entreprise autochtone a au moins six employés à plein temps à la date de la soumission, au moins 33 p. 100 d'entre eux doivent être des Autochtones, et cette proportion doit être maintenue pendant toute la durée du contrat.

Le soumissionnaire doit certifier dans sa soumission qu'il agit au nom d'une entreprise autochtone ou d'une coentreprise constituée selon les critères définis ci-dessus.

Y a-t-il d'autres exigences auxquelles doivent se soumettre les soumissionnaires au titre du Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones ? - Oui, trois :

S'il s'agit d'un contrat (biens, services ou construction) pour lequel une entreprise présente une proposition qui suppose de la sous-traitance, celle-ci doit certifier dans sa soumission qu'au moins 33 p. 100 de la valeur des travaux effectués en vertu du contrat seront réalisés par une ou plusieurs entreprises autochtones. La valeur des travaux effectués correspond à la valeur totale du

contrat, moins les matériaux achetés directement par l'entrepreneur pour l'exécution du contrat. Par conséquent, le soumissionnaire doit aviser le sous-traitant ou les sous-traitants, en les y obligeant, au besoin, par écrit, qu'ils doivent respecter les exigences que le Programme de marchés réservés (le Programme) peut imposer au sous-traitant ou aux sous-traitants.

Le contrat conclu par le soumissionnaire avec un sous-traitant doit également comprendre, s'il y a lieu, des dispositions en vertu desquelles le sous-traitant accepte de fournir au soumissionnaire de l'information attestant son admissibilité au Programme, et autorise le soumissionnaire à faire vérifier ses dossiers par le Canada afin de contrôler l'information fournie. Le fait de ne pas exiger ou de ne pas appliquer ces dispositions équivaut à une rupture de contrat et expose le soumissionnaire aux conséquences civiles dont il est question dans le présent document.

Dans le cadre de sa soumission, l'entreprise doit signer le formulaire d'Attestation concernant les exigences du Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones (l'Attestation), déclarant qu'elle :

- i) satisfait aux critères d'admissibilité et continuera de le faire pendant toute la durée du contrat;
- ii) présentera, sur demande, la preuve qu'elle satisfait aux critères d'admissibilité;
- iii) accepte de faire l'objet d'une vérification concernant l'attestation;
- iv) reconnaît que s'il est fait la preuve qu'elle NE satisfait PAS aux critères d'admissibilité, elle sera passible de une ou de plusieurs des conséquences civiles énoncées dans l'attestation et le Contrat.

Comment l'entreprise doit-elle prouver qu'elle satisfait aux critères d'admissibilité ?

Il n'est pas nécessaire de fournir une preuve d'admissibilité au moment de la présentation de la soumission. Toutefois, l'entreprise doit être prête à fournir cette preuve en cas de vérification.

Les conséquences civiles des fausses déclarations dans les documents de soumission, de la non-conformité avec les exigences du Programme ou de la non-production d'une preuve satisfaisante pour le Canada en ce qui a trait aux exigences du Programme peuvent prendre la forme d'une saisie du dépôt de soumission, du blocage des retenues, de l'interdiction de participer à de nouveaux appels d'offre du Programme et (ou) de la résiliation du contrat. Dans le cas où le contrat serait résilié à cause d'une fausse déclaration ou du non-respect des exigences du Programme, le Canada se réserve le droit de retenir les services d'un autre entrepreneur pour parachever les travaux et tous les frais additionnels assumés par le Canada devront alors, à la demande du Canada, être remboursés par l'entreprise.

Quelle sorte de preuve peut être exigée de l'entreprise ?

Propriété et contrôle

La preuve de propriété et de contrôle exigée d'une entreprise ou d'une coentreprise autochtone peut comprendre les documents de constitution en société, le registre des actionnaires ou des membres, les contrats de société de personnes, les accords de coentreprise, l'enregistrement du nom commercial, les arrangements bancaires, les documents de régie, les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des comités de gestion, ou d'autres documents juridiques.

La propriété d'une entreprise autochtone désigne la " propriété bénéficiaire ", c'est-à-dire la propriété effective de l'entreprise. Le Canada peut examiner divers facteurs pour vérifier si des Autochtones contrôlent vraiment ou effectivement l'entreprise autochtone. (Voir à l'annexe A la liste des facteurs que peut examiner le Canada.)

Emploi et employés

Si l'entreprise autochtone a six employés ou plus à la date de présentation de l'attestation et qu'elle est tenue par le Canada de prouver qu'au moins 33 p. 100 des employés à plein temps sont autochtones, elle doit, à la demande du Canada, présenter immédiatement un formulaire d'attestation employeur-employé, dûment rempli, pour chaque employé autochtone à plein temps.

Les pièces justificatives à présenter pour prouver qu'un employé travaille à plein temps et pour attester du nombre d'employés à plein temps peuvent comprendre les registres des salaires, ou les fiches de paie individuelles, les offres d'emploi écrites ou les données sur les salaires conservées aux fins de l'impôt sur le revenu, de même que toute information se rapportant à la caisse de retraite ou à d'autres régimes de prestations.

Un employé à plein temps, selon la définition du Programme, est quelqu'un qui figure sur la liste de paie, a droit à tous les avantages dont bénéficient les autres employés à plein temps dans l'entreprise, tels qu'un régime de pension, des vacances payées et des congés de maladie, et qui travaille au moins 30 heures par semaine. C'est le nombre d'employés à plein temps figurant sur la liste de paie de l'entreprise à la date de présentation de la soumission qui détermine le rapport du nombre d'Autochtones au nombre total d'employés de l'entreprise aux fins de la détermination de l'admissibilité au Programme.

Les propriétaires autochtones et les employés autochtones à plein temps doivent être prêts à prouver leur statut. La Attestation propriétaire-employé, à remplir par chaque propriétaire autochtone et chaque employé à plein temps autochtone, comprend une déclaration de satisfaction aux critères d'admissibilité et une déclaration de véracité et d'intégralité de l'information. La Attestation inclut également un consentement à la vérification de l'information Présentée.

Sous-traitance

La justification du pourcentage des travaux effectués par les sous-traitants peut se faire au moyen des contrats conclus entre l'entrepreneur et les sous-traitants, des factures et des paiements par Chèque.

Les pièces à produire pour prouver qu'un sous-traitant est une entreprise autochtone (lorsque cela est nécessaire pour respecter la teneur autochtone minimum du contrat) sont les même que celles que doit présenter l'entrepreneur principal pour prouver qu'il représente une entreprise autochtone.

DÉFINITION D'UN AUTOCHTONE AUX FINS DU PROGRAMME DE MARCHÉS RÉSERVÉS AUX ENTREPRISES AUTOCHTONES

Un Autochtone est un Indien, un Métis ou un Inuit qui réside ordinairement au Canada.

Les pièces à produire comme preuve du statut d'Autochtone sont notamment les suivantes :

inscription comme Indien du Canada;
appartenance à un groupe affilié au Metis National Council ou au Congrès des peuples autochtones, ou à toute autre organisation autochtone reconnue au Canada;
acceptation à titre d'Autochtone par une collectivité autochtone établie au Canada;
inscription ou droit à l'inscription au titre d'une entente de règlement d'une revendication territoriale globale ou appartenance ou droit d'appartenance à un groupe visé par des revendications territoriales globales acceptées.

Comme preuve de résidence au Canada, on peut produire un permis de conduire provincial ou territorial, un bail ou tout autre document pertinent.

Pour plus de détails sur le Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones, communiquez avec la Direction de l'accès aux marchés fédéraux du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien au (819) 997-8383 ou (819) 997-8746 ou, par télécopieur, au (819) 994-0445.

AIDE GOUVERNEMENTALE AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES AUTOCHTONES PAR LES MARCHÉS PUBLICS

ATTESTATION AUX FINS DU PROGRAMME DE MARCHÉS RÉSERVÉS AUX ENTREPRISES AUTOCHTONES

Un soumissionnaire qui présente, au titre du Programme, une soumission ou une proposition en réponse à un appel d'offres doit remplir et présenter le présent formulaire d'attestation. La non-présentation du formulaire d'attestation entraînera le refus de la proposition pour

Non-conformité.

1. (i) Je, soussigné, _____ (Nom du représentant dûment autorisé de l'entreprise) certifie par la présente que _____ (Nom de l'entreprise) satisfait, et continuera de satisfaire pendant toute la durée du contrat, aux exigences du Programme telles qu'elles sont énoncées dans le document ci-joint intitulé "Exigences relatives au Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones", document que j'ai lu et compris.

(ii) L'entreprise susmentionnée accepte de faire le nécessaire pour que tout sous-traitant dont les services sont retenus aux fins du contrat respecte, s'il y a lieu, les stipulations énoncées dans les "Exigences relatives au Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones".

(iii) L'entreprise susmentionnée accepte de fournir immédiatement au Canada, sur demande, des renseignements propres à prouver la conformité du sous-traitant avec les exigences du Programme.

VEUILLEZ COCHER LA CASE APPROPRIÉE AUX POINTS 2 ET 3 CI-DESSOUS

2. (i) L'entreprise susmentionnée est une entreprise autochtone qui appartient à un propriétaire unique, à une bande, à une société à responsabilité limitée, à une coopérative, à une société de personnes ou à une organisation sans but lucratif, []

OU

(ii) L'entreprise susmentionnée est une coentreprise formée de deux ou plusieurs entreprises autochtones ou d'une entreprise autochtone et d'une entreprise non autochtone. []

3. L'entreprise ou les entreprises autochtones ont :

(i) moins de six employés à plein temps []

OU

(ii) six employés à plein temps ou plus []

4. L'entreprise susmentionnée convient de fournir immédiatement au Canada les pièces que le Canada pourrait lui demander de produire à l'occasion pour étayer la présente attestation. Ces preuves doivent être accessibles pour vérification pendant les heures normales de travail par un représentant du Canada, qui pourra en faire des copies et en prendre des extraits. L'entreprise susmentionnée convient de prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter les vérifications et de fournir l'information demandée par le Canada en ce qui a trait à l'attestation.

5. Il est convenu que les conséquences civiles d'une fausse déclaration dans les documents de soumission, de la non-conformité aux exigences du Programme ou de la non-présentation de preuves satisfaisantes au Canada concernant les critères d'admissibilité peuvent prendre les formes suivantes : saisie du dépôt de soumission; blocage des retenues; exclusion de toute participation à des contrats futurs au titre du Programme; résiliation du contrat. Dans le cas où le contrat serait résilié à cause d'une fausse déclaration ou du non-respect des exigences du Programme ou des exigences relatives à la preuve, le Canada se réserve le droit de retenir les services d'un autre entrepreneur pour parachever les travaux et tous les frais additionnels assumés par le Canada devront alors, à la demande du Canada, être remboursés par l'entreprise.

6. Date

Signature

Lieu

Titre (Représentant dûment autorisé de l'entreprise)

Pour:

Nom de l'entreprise

Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones

Les facteurs pouvant servir à déterminer si les Autochtones détiennent au moins 51 p. 100 des intérêts et du contrôle de l'entreprise autochtone sont les suivants:

- Comptes du capital social et de capitaux propres, c.-à-d. : actions privilégiées, valeurs convertibles, catégories d'actions ordinaires, bons de souscription d'actions, options
- Politique sur les dividendes et paiement de dividendes
- Options sur actions aux employés
- Traitement différent des transactions sur titres de capital pour les sociétés de personnes, les coentreprises, les organisations communautaires, les coopératives, etc.
- Examen des actes constitutifs, tels que la charte de l'entreprise, le contrat de société de personnes, la structure financière
- Concentration de la propriété ou du contrôle de gestion chez les associés, les actionnaires, les cadres et les administrateurs selon la définition des fonctions
- Principales fonctions et employeur des cadres et des administrateurs en vue de déterminer qui ils représentent, c.-à-d. la banque, une propriété dévolue, etc.
- Procès-verbaux des réunions du conseil et des réunions des actionnaires faisant état d'importantes décisions touchant les opérations et la direction

-
- Registres salariaux des cadres et des employés pour faire le lien entre les responsabilités et les Postes
 - Nature de l'entreprise par comparaison avec le type de marché en voie de négociation
 - Pratiques de gestion de la trésorerie, telles qu'en témoignent le versement de dividendes et les arriérés de dividendes privilégiés
 - Déclarations d'impôt permettant de préciser la propriété et les antécédents de l'entreprise
 - Évaluation du fonds commercial et de l'actif en vue d'examiner et de déterminer la juste valeur marchande des éléments incorporels
 - Contrats avec les propriétaires, les cadres et les employés, jugées justes et raisonnables
 - Pouvoirs des actionnaires, notamment pour la nomination des cadres, des administrateurs, des Vérificateurs
 - Accords de fiducie conclus entre les parties pour influencer les décisions touchant la propriété et le contrôle
 - Société de personnes - affectation et répartition du revenu brut, comme en témoignent, par exemple, les réserves pour salaires, l'intérêt sur le capital et les ratios de répartition
 - Procédures judiciaires concernant la propriété
 - Prix de transfert de la part de la coentreprise non autochtone
 - Paiement de frais de gestion ou d'administration
 - Garanties faites par l'entreprise autochtone
 - Conventions accessoires

Aide gouvernementale au développement économique des autochtones par
les marchés publics

FORMULAIRE D'ATTESTATION EMPLOYEUR-EMPLOYÉ
PROGRAMME DE MARCHÉS RÉSERVÉS AUX ENTREPRISES
AUTOCHTONES

1. Je, soussigné _____, suis
Nom propriétaire et (ou) employé à plein temps de _____,
Nom de l'entreprise et autochtone, selon la définition du document intitulé " Exigences relatives
au Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones".

2. Je certifie que l'énoncé susvisé est vrai et je consens à sa vérification sur demande du Canada.

Date:

Signature du propriétaire et (ou) de l'employé